

s'élevant à 70 p.cent et celle des pays du Tiers monde, dont la Chine, 18 p.cent. Le plus fort accroissement des dépenses a été enregistré ces dix dernières années dans les pays du Tiers monde — à l'exclusion de la Chine; leur part dans les dépenses totales mondiales est passée de 6 p.cent à 14 p.cent. Par contre, d'après les estimations, les dépenses des deux blocs militaires sont restées sensiblement constantes en valeur réelle, mais la proportion des dépenses mondiales qu'elles représentent a été ramenée de 60 à 70 p.cent. En 1976, le total des dépenses militaires mondiales était estimé à 325 milliards de dollars — c'est-à-dire un chiffre égal aux dépenses mondiales consacrées à la santé et supérieur aux dépenses consacrées à l'éducation. En valeur absolue et à prix constants, les dépenses militaires mondiales se sont accrues de 13 p.cent au cours des dix dernières années et de 77 p.cent depuis vingt ans (Rapport de M. Roper à l'Assemblée de l'*Union de l'Europe Occidentale*, 20 juin 1976).

Si l'on ajoute à ce tableau le fait que le montant des dépenses d'armement représente, annuellement, quatorze fois le montant de l'aide aux pays en voie de développement et, approximativement, trois fois le montant de la dette contractée par ces derniers auprès des pays industrialisés, une évidence s'impose: il faut proscrire dans les plus brefs délais la production de biens de destruction et consacrer les fonds disponibles à des activités humanitaires: le développement des pays neufs, l'amélioration de la santé et de l'instruction, la réduction des inégalités sociales. Rares sont les délégations qui ont eu l'audace de récuser publiquement ces objectifs — la seule exception notoire étant celle de la Chine, dont le représentant a déclaré froidement: «Nous ne devons pas placer l'espoir de sauvegarder la paix mondiale dans le désarmement».

Mais si l'on peut s'entendre aisément sur les raisons de procéder au désarmement, les difficultés surgissent dès l'instant où l'on recherche les voies et moyens destinés à atteindre ces objectifs. C'est la question du «comment», autrement plus sérieuse et plus redoutable que celle du «pourquoi». Cette question serait pourtant relativement simple à résoudre s'il existait quelque part au monde une autorité légalement qualifiée et matériellement équipée pour procéder au désarmement . . . des autres. En l'absence d'une telle autorité, le désarmement ne peut résulter que d'un accord fondé sur le libre consentement des parties, c'est-à-dire, en fait, sur la renonciation volontaire aux avantages acquis par les uns et espérés par les autres. Or la conclusion d'un tel accord se heurte à toute une série d'obstacles, où la politique et la technique sont étroitement mêlées.

D'abord, les parties en présence ne sont pas, au point de départ, en position d'égalité sur le plan des rapports de forces. Il en résulte qu'aucune solution générale ou uniforme ne peut constituer une réponse valable au problème du désarmement. Le maintien du *statu quo* (qui constituerait en soi un progrès par rapport à la croissance continue des dépenses et à l'amélioration de la capacité de destruction) consoliderait des inégalités qui sont considérées par beaucoup d'observateurs comme des sources de tension et des occasions de conflit; une réduction proportionnelle des forces ou